Generation D-Liberation

Guide de l’assemblée

Ceci est un guide pour vous aider à discuter de vos idées pour l’avenir de l’Europe.

Il peut être utilisé dans les classes, par des groupes de quelques personnes ou de grands groupes allant jusqu’à 40 personnes. Nous avons fait de notre mieux pour le rendre le plus flexible et adaptable possible.

European Parliament

Conference on the Future of Europe

Pourquoi?

Les étudiants du cycle secondaire peuvent façonner l'avenir de l'Europe !

Nous savons bien que vous n'en avez pas toujours l'impression : les décisions des autres guident votre quotidien, dictent votre éducation et ont créé le monde pollué dont vous allez hériter.

Mais pensez-y : vous avez une espérance de vie inégalée devant vous et une vision assez claire de votre avenir ; vous avez l'énergie, les idées et l'enthousiasme ; et malgré tout, vous jouissez d'une certaine liberté pour décider comment vivre votre vie.

Cela ne se passera surement pas vite, et certainement pas facilement, mais les étudiants d'aujourd'hui sont ceux qui ont le plus d'atouts pour commencer les changements pour demain. Seul, vous ne serez probablement pas capable de changer beaucoup de choses, mais en coopérant avec les autres, vous pourrez tout changer. Cela peut sembler une tâche titanesque, et ça l'est. Mais vous n'êtes pas seuls.

Alors, qu'allez-vous changer ?

Fonctionnement

Monter une assemblée est facile, si vous prenez le temps de clarifier ce dont vous voulez parler, comment vous aller en discuter et quelles conclusions vous voulez obtenir de vos discussions.

Pensez comme si tous les participants d'une assemblée font partie d'une même équipe : tout le monde travaille dans un but commun, à savoir trois idées pour améliorer l'avenir de l'Europe.

Nous vous suggérons les étapes suivantes pour votre assemblée :

Phase de préparation:

Rassemblez les personnes qui souhaitent participer. De quel sujet parlerez-vous ? Voulez-vous tous parler de la même chose, ou certains sont-ils intéressés par le changement climatique, d'autres par la pérennisation des emplois, ou d'autres encore par autre chose ? Chaque assemblée devrait couvrir un sujet. Nous vous conseillons donc de diviser le groupe ou de planifier une assemblée par sujet, auxquelles tous peuvent participer.

Planifier l'heure, la date et le lieu de l'assemblée. Elle peut avoir lieu dans une classe, dans un hall sportif, en ligne par vidéoconférence ou sur une place publique - dans n'importe quel endroit assez tranquille pour discuter. Planifiez au moins une heure, probablement plus, et essayez d'établir clairement la durée de votre assemblée : connaitre l'heure de fin aide à rester centré sur le sujet et permet aux modérateurs de passer des idées aux solutions !

Lisez la liste des ressources pour le sujet choisi que nous vous avons préparée en amont de votre assemblée.

Avant de commencer l'assemblée, nous aimerions demander à chaque participant de raconter leur motivation et quelle est leur expérience de l'Europe. Nous sélectionnerons certaines des histoires que vous souhaitez publier et nous les partagerons à travers le projet « Humans in the EU ». Merci de partager votre histoire ici au commencement de l'assemblée.

Mener l'assemblée

- Vérifiez que toutes les personnes souhaitant participer sont bien arrivées et laissez-leur quelques minutes pour arriver.
- Jugez la taille du groupe : si vous êtes plus de 12 personnes, il serait bon de se diviser en groupes de 5 ou 6 personnes pour contrôler les discussions.
- Dans chaque groupe, choisissez un **modérateur** et un **preneur de notes**. Ces deux rôles sont primordiaux pour s'assurer que l'assemblée fonctionne correctement.

Ces deux personnes ne devraient pas changer pendant la discussion, ou éventuellement à la moitié. Les autres, par contre, devraient passer du rôle d'orateur actif à celui d'auditeur actif - vous trouverez plus d'informations sur ces rôles ci-dessous.

- Invitez chaque participant à prendre 5 minutes pour écrire quelques phrases sur leur vision de l'avenir de l'Europe en relation avec le sujet de l'assemblée, et la raison pour laquelle ce sujet leur semble assez important pour venir y participer.

- Révisez la liste des ressources et choisissez un exercice ou deux pour réfléchir en groupe.

- Gérez le temps : environ la moitié du temps devrait être dédiée à l'exploration du sujet et l'autre moitié pour trouver des idées qui peuvent dériver en solutions.

N'oubliez pas que les bonnes idées donnant lieu aux solutions peuvent arriver à n'importe quel moment - cela pourrait être la toute première chose que quelqu'un dit au début de l'assemblée ! - c'est pour cela que les rôles d'auditeur actif et de preneur de notes sont si importants !

Assurez-vous que chacun puisse s'exprimer, et que personne ne domine la conversation.

- Lorsque vous avez passé la moitié de l'assemblée à explorer le sujet, le modérateur devrait centrer le débat sur la découverte des solutions.

Les solutions peuvent être des grands changements difficiles à implémenter, mais qui sont nécessaires selon vous, où des petits changements qui pourraient faire une grande différence. Par exemple, vous pourriez penser qu'il est important d'enseigner l'importance du recyclage à l'école (un petit changement qui peut avoir des grandes conséquences sur les émissions de CO2), ou que l'Europe devrait cesser d'être une démocratie représentative avec ses parlements et devenir une e-démocratie avec des référendums (un grand changement qui pourrait rendre l'Europe plus démocratique, selon vous). Ces idées peuvent être locales, régionales, nationales ou pour l'entièreté de l'Europe.

Essayez d'assembler des idées qui semblent différentes. Choisissez 3 idées parmi celles proposées par les participants. Ces idées devraient être choisies par consensus et devraient se compléter les unes les autres et couvrir différents aspects du sujet. Si le consensus n'est pas atteint, procéder à un vote simple. Si vous ne parvenez vraiment pas à vous décider, vous pouvez nous envoyer jusqu'à 5 propositions.

Une fois l'assemblée terminée, pensez à communiquer vos résultats.

i) Écrivez vos meilleures idées sur papier et téléchargez-les sur notre site internet

ii) Est-ce qu'un ou deux participants souhaitent parler de l'assemblée et de vos idées dans une courte vidéo ? Vous pouvez créer une vidéo et nous l'envoyer ou la publier sur les réseaux sociaux, en n'oubliant pas les tags @humansintheeu - sur Facebook et Instagram - ainsi que @obessu - sur TikTok, Instagram et Facebook. Vous pouvez aussi nous les envoyer à travers le formulaire de contact ici.

i) Partagez les histoires courtes de chaque participant que vous avez écrites au début de l'assemblée, peut-être avec une photo de ceux qui le souhaitent, et envoyez-les ici.

Une fois que vous avez envoyé vos idées, c'est à notre tour de :

a) Vous envoyer plus de ressources pour lire sur le sujet
b) Vous envoyer des idées provenant d'autres groupes d'étudiants de toute l'Europe
c) Organiser des assemblées en ligne entre votre groupe et d'autres groupes d'étudiants qui ont discuté des mêmes sujets

Rôles dans l’assemblée

Penser aux rôles que chacun joue peut s’avérer très utile. Comme dans toutes les équipes, chaque personne joue un rôle et chaque rôle est important.

Lorsque l’assemblée débute, vous devriez vous assurer de remplir deux rôles clés :

Modérateur : il s’assure que chaque personne souhaitant parler peut le faire, que la discussion reste centrée sur le sujet et que la discussion suit son déroulement logique : explorer un sujet et trouver des idées de solutions. Nous avons préparé un guide spécifique pour le modérateur.

Preneur de notes : ce rôle est essentiel pour savoir ce qui a été dit. Il l’est encore plus quand vous essayez de trouver des conclusions. Une ou plusieurs personnes peuvent tenir ce rôle et il peut changer au cours de la discussion.

Lors de l’assemblée, chaque participant jouera les rôles suivants à des moments différents :

Orateur : quand vous prenez la parole, essayez de continuer là où l’orateur précédent s’est arrêté pour faire avancer la conversation. Partagez votre point de vue de manière honnête et avec courage et n’ayez pas peur d’admettre que vous n’êtes pas sûr ou que vous ne savez pas - parler d’avenir est difficile et personne ne sait exactement de quoi demain sera fait !

Auditeur : écouter la personne qui parle est très important. Vous pouvez écrire ce que la personne qui parle dit et même l’aider à expliquer clairement ce qu’elle essaie de transmettre. Lorsque la discussion tend à sa fin, votre mémoire sera crucial pour vous remémorer ce que vous avez trouvé intéressant et ainsi trouver des idées que vous voudrez proposer au groupe.

Protecteur : l’assemblée devrait avoir lieu dans un endroit respectueux et collaboratif où chaque personne sent qu’elle peut s’exprimer. Les protecteurs de l’assemblée doivent s’assurer que ces principes sont respectés et font remarquer au groupe lorsque tout le monde n’a pas les mêmes opportunités de prendre la parole ou lorsque la discussion n’est plus respectueuse.

Que va-t-il arriver à vos idées

Lorsque vous nous envoyez vos idées, nous les regroupons avec d'autres idées similaires venant d'autres groupes d'étudiants dans d'autres pays européens. Ensuite, nous vous envoyons une liste de toutes les idées que nous avons reçues jusque-là et si vous le souhaitez, vous pouvez encore en discuter. Nous vous donnerons l'opportunité de discuter avec d'autres étudiants d'autres pays en ligne.

Ce projet se tient en France, Allemagne, Italie, Belgique, Roumanie et Hongrie, même si nous encourageons les étudiants des autres pays à organiser leurs propres assemblées et à s'impliquer.

Nous prévoyons une conférence en France au printemps 2022 avec quelques étudiants venant de ces pays, pour présenter leurs idées à la présidence française de l'Union européenne. Vous pourriez y être invité !

Ce projet est organisé conjointement par plusieurs ONG à travers l'Europe. Apprenez-en plus à leur sujet ici. Ce projet est aussi lié à une grande coalition issue de la société civile appelée Citizens Take Over Europe. Vous pouvez la découvrir ici.

Nous souhaitons vous encourager et vous donner les outils pour organiser et défendre vos idées chez vous mais aussi à travers l'Europe. Nous garderons le contact après votre assemblée pour vous fournir des suggestions, des idées, des ressources et des opportunités !

Comment changeriez-vous l'Europe pour la rendre meilleure ?

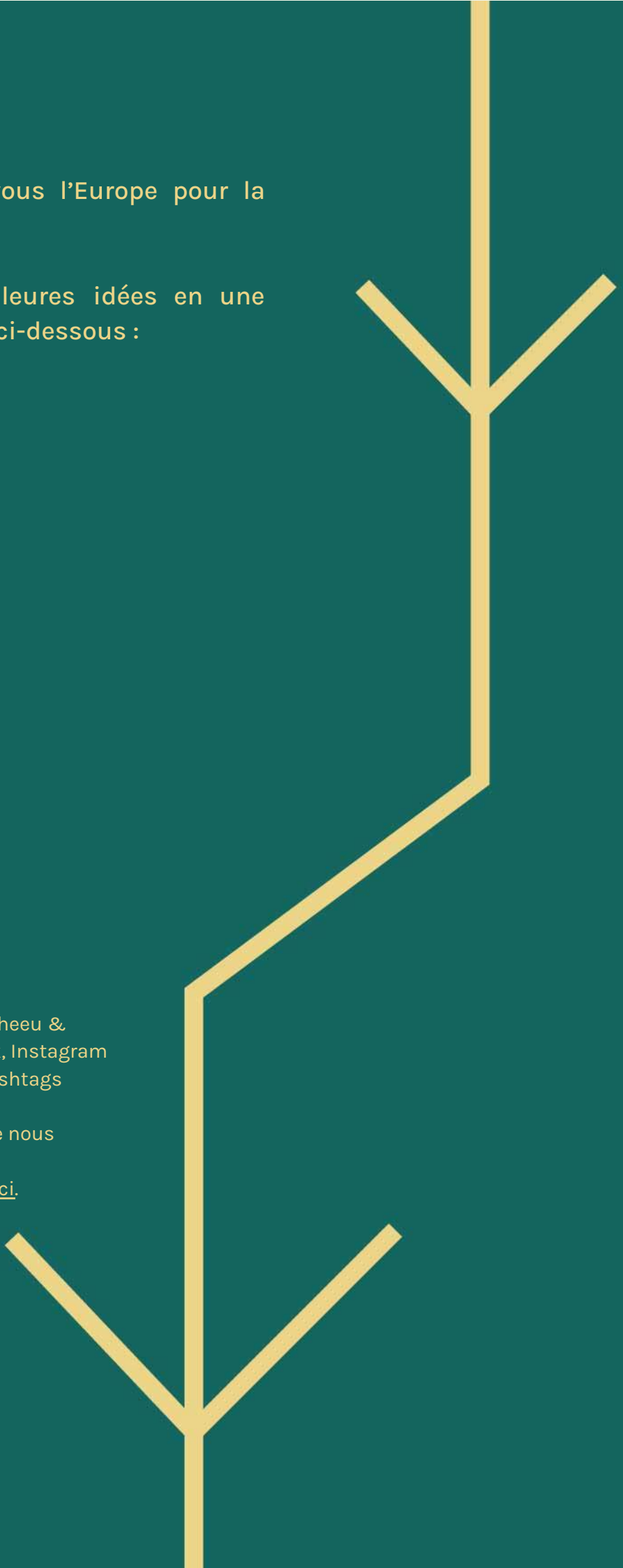
Écrivez vos trois meilleures idées en une courte phrase chacune ci-dessous :

1.

2.

3.

Send your ideas via:
1. En taggant @humansintheeu & @citizenstakeover sur Facebook, Instagram et Twitter et n'oubliez pas les hashtags #GenerationDLiberation #generationdliberation pour que nous puissions les reposter !
2. Envoyez-nous vos idées ici.



Jouer le rôle de modérateur de l'assemblée — guide

Le rôle de modérateur est crucial, car il assure le bon fonctionnement de l'assemblée. Votre rôle en tant que modérateur est d'aider l'équipe à entretenir une bonne conversation dans laquelle tout le monde peut contribuer et se sentir écouté ; une conversation qui passe de l'exploration générale du sujet à la mise au clair d'idées pratiques pouvant permettre d'améliorer la situation.

Voici quelques **conseils** qui pourraient être utiles :

- Il est possible que certains membres de l'assemblée soient plus réservés. Sans forcer personne, il peut être utile d'inviter une personne plus réservée à prendre la parole au début de l'assemblée. Cela peut encourager les autres. Des conseils pour gérer les personnes qui ont tendance à trop parler se trouvent plus bas dans ce guide.

- Demander aux assistants de vous indiquer quand ils souhaitent parler en levant la main, par exemple. Faites une liste ordonnée des personnes qui souhaitent parler. Cela vous permettra de donner priorité aux personnes qui n'ont pas encore parlé — si la prochaine personne qui souhaite parler a déjà beaucoup pris la parole, mais juste après sur la liste se trouve quelqu'un qui n'a encore rien dit, vous pouvez dire « Jemima a déjà parlé trois fois, mais nous n'avons pas encore entendu Paul. La parole va à Paul et ensuite Jemima ».

- Certaines personnes aiment écouter longuement les autres avant d'apporter leur contribution. Ils peuvent écouter durant toute l'assemblée et n'apporter leur pierre qu'à la toute fin — cela ne pose aucun problème, cela peut même être une excellente idée ! Dès lors, ne pensez pas que si quelqu'un n'a pas encore parlé cela signifie qu'il ou elle ne souhaite pas le faire et assurez-vous de leur proposer la parole vers la fin de la discussion. Vous pouvez par exemple dire « J'ai remarqué que tu as écouté attentivement durant tout le débat. Quelles sont pour toi les idées les plus intéressantes qui sont apparues ? ».

- Si la conversation s'arrête et personne ne sait que dire, vous pouvez entreprendre de faire un résumé de ce qui a été dit jusque-là, ou demander à quelqu'un d'autre, comme le preneur de notes, de le faire. Ensuite, formulez une question en vous basant sur ce qui a été dit. Par exemple : « Très bien, nous avons beaucoup envisagé le problème sous cet angle (par exemple, la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre), mais que pensez-vous de cette autre approche (par exemple, des personnes pourraient perdre leur emploi, ou pensons aux pays en développement qui n'ont pas causé le changement climatique) ».

- Après un certain temps passé à explorer le sujet en général, la discussion doit se centrer sur la découverte d'idées pratiques. Cela peut s'avérer compliqué — il est plus facile de partager des idées générales que de penser à ce qui devrait être fait. Il se peut que vous deviez être ferme pour faire avancer le débat. Vous pourriez dire par exemple : « Très bien, nous avons entendu beaucoup de points de vue et d'idées sur le sujet, mais essayons de trouver des idées de ce qui pourrait être fait ». Vous pourriez avoir à répéter cela plusieurs fois pour mettre la conversation sur la bonne voie.

- Vous avez également le droit de parler et exprimer votre opinion lors de l'assemblée. Il peut être utile de le faire savoir clairement aux autres participants en disant par exemple : « j'arrête d'être le modérateur un instant pour prendre la parole en tant que participant ».

Que faire si une personne parle trop ?

Dans une assemblée, tout le monde devrait avoir les mêmes chances de parler, mais il arrive souvent qu'une ou deux personnes accaparent le temps de parole. Voici quelques conseils pour assurer une distribution équitable du temps de parole :

- Si quelqu'un tend à parler plus que les autres, confirmez ce qu'il ou elle a dit et assurez-vous que la personne se sent entendue, par exemple en répétant les points clés de son discours. Profitez de ce bref résumé pour passer la parole à quelqu'un qui n'a pas encore parlé en :
  a) l'invitant à commenter ce que « la personne bavarde » vient d'expliquer ;
  b) rappelant à ceux qui n'ont pas encore parlé que vous êtes intéressé par leur point de vue et que cela permettrait d'avoir d'autres opinions pour alimenter la conversation.

- Il est parfois utile d'expliquer clairement ce qui se passe dans le groupe en disant par exemple : « Je remarque que seules certaines personnes parlent / ce sont toujours les mêmes qui parlent ». Cela aide le groupe à prendre conscience de la dynamique et aide les personnes plus bavardes à tenir compte des autres et les plus réservées à trouver le courage de parler.

Proposition d'organisation pour l'assemblée

Si vous avez une heure, voici un horaire que vous pourriez utiliser (à adapter en fonction du temps dont vous disposez). Il est souvent utile de rappeler à tous les participants où vous vous trouvez sur l'agenda et combien de temps vous avez consacré à chaque élément, en disant par exemple : « Nous avons parlé pendant 10 minutes des différents sujets. Parlons-en encore 5 minutes et puis passons aux idées de solution ».

1. Introduction de l'assemblée et Generation d-Liberation / Conférence sur l'avenir de l'Europe — 5 min.
2. Explication des règles et assignation des rôles — 5 min.
3. Présentation du sujet (avec les ressources du guide) — 5 min.
4. Discuter d'un exercice du guide en grand groupe ou en plus petits groupes si vous êtes plus de 15 participants — 15 min.
5. Quelles solutions avons-nous ? Trouver des idées en grand groupe ou en plus petits groupes et présentation de celles-ci — 20 min.
6. Choisir les trois meilleures solutions par vote (simple, multiple, consensus, etc.) — 5 min.
7. Conclusion — 5 min.

Generation D-Liberation
Guide - À propos du changement climatique

La planète se réchauffe et cela provoque des évènements climatiques extrêmes, la fonte de la calotte glaciaire et l'extinction des espèces animales. Cela représente même une menace pour la continuité de la vie humaine sur la Terre.

Les accords de Paris signés en décembre 2015 par 190 pays autour du globe ont pour but de limiter la hausse des températures à 2°C, mais rares étaient les mesures contraignantes qui obligeaient les pays à limiter leurs émissions. En conséquence, cette réduction des émissions a été plus lente que le réchauffement de la planète.

De nombreux jeunes et moins jeunes ont demandé à l'Union européenne d'agir pour régler ce problème mondial.

Alors, que fait l'UE ?

Le pacte vert pour l'Europe

L'UE vise à devenir neutre pour le climat d'ici 2050. Cela signifie que l'UE n'émettrait pas plus de gaz à effet de serre (ceux qui provoquent le réchauffement climatique) que ce qu'elle est capable d'absorber. Elle a pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % par rapport aux niveaux de 1990 pour l'année 2030.

Pour y arriver, l'UE combine plusieurs stratégies :

- Système d'échange de quotas d'émission : Cela signifie que les entreprises qui produisent beaucoup d'émissions de CO2 doivent acheter le droit d'émettre ce CO2 en achetant des crédits. Les industriels sont fortement incités à éviter les émissions, si le prix des crédits est assez élevé. S'ils « épargnent » les crédits, ils peuvent vendre leurs crédits inutilisés à d'autres industriels ou usines. Ce système a été mis en place pour les usines, les centrales énergétiques et d'autres secteurs considérés comme gros pollueur depuis 2005. Il est maintenant élargi à l'aviation, l'industrie du bâtiment, transport routier et maritime.
- Exiger aux États membres de l'UE de trouver leur propre plan pour réduire les émissions.
- Protéger et étendre les forêts Européennes et protéger la biodiversité.
- Fonds social pour le climat : Ce fonds sera utilisé pour aider les personnes qui pourraient perdre leur emploi alors que l'économie devient plus verte et il fournira également de l'argent que les pays pourront investir.
- Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières : Cela signifie que les biens produits en dehors de l'UE (par exemple en Chine ou aux USA) seront taxés quand ils seront importés dans l'UE s'ils ont été la source de beaucoup d'émissions.

Points de vue

Il faut reconnaitre que l'UE est l'organisation la plus ambitieuse en termes de lutte contre le changement climatique au niveau mondial, mais ses plans sont critiqués pour de nombreuses raisons :

- Certaines critiques soutiennent que l'UE est le plus gros pollueur historique au monde et est devenue plus riche que les autres régions du monde grâce à cela. L'UE pourrait peut-être réduire ses émissions plus vite pour compenser son rôle historique.

- D’autres critiques disent que viser la neutralité climatique pour 2050 est trompeur : l’UE ne va pas réduire ses émissions, mais plutôt utiliser des solutions technologiques pour les réabsorber. Cette technologie n’a pas fait ses preuves et pourrait nécessiter de grandes étendues de terrain.

- Certains soutiennent que l’UE a de grandes ambitions, mais si l’on regarde dans les faits, le tableau est bien différent. Un bon exemple pourrait être le Fonds agricole européen, qui donne de l’argent aux agriculteurs de l’UE et représente près de 40% du budget de l’UE. À l’heure actuelle, près de 80% de ces fonds vont à de très grandes exploitations agricoles, alors que l’agriculture renouvelable se fait à plus petite échelle. Les tentatives de réforme du Fonds agricole européen pour limiter les subsides donnés aux grandes exploitations d’élevage ou aux élevages industriels ont largement échoué, tout comme l’introduction de conditions pour ne payer les subsides que si les fermiers parviennent à réduire leurs émissions.

- Nombreux sont ceux qui ont peur que l’Accord vert accroisse les inégalités économiques : ces changements pourraient être néfastes pour les personnes souffrant déjà d’un risque accru de vivre dans la pauvreté, car elles ont un niveau d’éducation moins élevé, car elles sont plus âgées, ou les personnes qui ne peuvent pas se permettre d’acheter une nouvelle voiture moins polluante ou celles qui travaillent dans des industries fort polluantes. Pour faire face à ces craintes, l’UE a créé le Fonds social pour le climat grâce à l’argent provenant du système d’échange de quotas d’émission. Le but de fonds est d’aider les personnes vulnérables ainsi que de permettre aux États membres d’investir dans des routes, des bâtiments plus économes en énergie et des trains et bus moins polluants. Beaucoup doutent que ce fonds puisse s’attaquer à tous ces problèmes de manière équitable.

Exercices (choisissez-en un pour discuter en groupe)

A) Imaginez que vous avez passé de nombreuses années à travailler dans une mine de charbon, et votre fils, adulte, n'a pas d'emploi. À part la mine, il n'y a pas vraiment d'emploi là où vous vivez. Vous savez que le changement climatique est un sujet important et que le charbon pollue énormément. Vous savez aussi qu'un changement est nécessaire, mais vous ne souhaitez pas perdre votre emploi et vous aimeriez que votre fils en trouve un. Quelles seraient vos priorités pour l'avenir de l'Europe ? Pensez à des sujets tels que des plans de formation pour des personnes qui souhaite changer d'emploi, la création d'emploi ou même donner de l'argent à des personnes qui pourraient perdre leur emploi lors de la transition vers une économie plus verte.

B) Imaginez que nous sommes en 2050 et vous avez 16 ans : quand vous apprenez ce que les gens ont fait en 2021 pour lutter contre le changement climatique, qu'aimeriez-vous qu'ils aient fait ?

C) Imaginez que vous vivez dans une région du monde ou il n'y a pas assez d'eau et il est difficile de cultiver des céréales. Selon vous, que devrait faire l'UE pour vous aider ?

D) Pensez-vous qu'une solution à la crise climatique pourrait être simplement de réduire les quantités que chacun d'entre nous consomme ? Manger moins de viande, seulement des fruits et légumes locaux et de saison, voyager moins, acheter moins ? Comment s'assurer que tout le monde joue le jeu ?

Generation D-Liberation Guide - **Le droit à une éducation de qualité**

L’article 14 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne établit que tous devraient avoir accès à l’éducation et à la formation professionnelle, que ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire et que les établissements d'enseignement peuvent être fondés sur le respect des principes démocratiques pour assurer aux parents le droit d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques.

La pandémie de COVID-19 a été un écueil sans précédent dans l’éducation : L’UNESCO estime que plus de 85 % des étudiants du monde entier ont été affectés par la fermeture des écoles. Dans l’UE, beaucoup d’étudiants ont dû suivre des cours en ligne, dans un contexte où nombre d’étudiants et de professeur n’étaient pas équipés de manière adéquate ou formés adéquatement pour cela. Cela a mené à un accès très inégal à un enseignement de qualité et a créé beaucoup d’incertitudes quant à la valeur des évaluations en ligne. Plusieurs voies se sont élevées pour exprimer leurs inquiétudes face à la dépendance des établissements scolaires aux outils en ligne développés par des entreprises privées. La santé mentale et matérielle des étudiants s’est vue affectée, de manière très inégale. Les personnes qui dépendent des écoles pour avoir des repas chauds ou pour sortir d’un environnement difficile à la maison sont celles qui ont souffert le plus.

Même si la pandémie de COVID-19 et ses circonstances sont exceptionnelles, cette expérience a mis au jour des problèmes de fond dans le système scolaire européen. La pandémie n’est pas terminée, et nous ne savons pas comment elle s’achèvera, et d’autres urgences écologiques et de santé publique pourraient survenir à l’avenir.

L’espace européen d’éducation

L’Union européenne n’a que des compétences limitées en matière d’éducation, qui restent largement l’apanage des gouvernements nationaux. Malgré tout, l’Union européenne a toujours essayé de promouvoir la coordination et l’éducation entre les états membres pour améliorer l’enseignement et la formation en proposant souvent des standards communs.

Depuis 2017, l’Union européenne s’est engagée à créer un espace européen d’éducation qui devrait permettre d’atteindre 6 objectifs :

- Qualité : améliorer les compétences de base, l’esprit d’entreprise, la créativité et l’engagement civique. Promouvoir les échanges internationaux, l’apprentissage des langues, une perspective européenne et assurer que les écoles sont des lieux surs, d’inclusion et sans désinformation.
- Inclusion : lutter contre les stéréotypes sur les genres, promouvoir l’égalité des genres et la mobilité sociale (à savoir, quel que soit votre contexte, vous pouvez réussir).
- Vert et numérique : investir dans une éducation verte, qui couvre le sujet de la durabilité en sciences naturelles et humaines, et assurer que les étudiants acquièrent des compétences numériques.
- Améliorer la formation des enseignants et recruter plus d’enseignants mieux formés.
- Promouvoir la coopération entre universités européennes et la formation tout au long de la vie.
- Relever les défis mondiaux : promouvoir la coopération entre les établissements scolaires et les universités et encourager les réformes du système éducatif dans les Balkans occidentaux et les pays sud-méditerranéens.

Afin d’évaluer l’efficacité de la politique européenne de l’éducation, la commission publiera un rapport en 2022 et 2025.

Points de vue

L'éducation est la responsabilité des états membres de l'Union européenne. Pourtant, nombreux sont ceux qui pensent que l'Union européenne n'a pas utilisé son influence en matière de coordination et qualité de l'enseignement de manière adéquate durant la crise de la COVID-19 en établissant, par exemple, des critères communs pour l'apprentissage en ligne ou en dirigeants des ressources pour les étudiants plus à risque de perdre l'accès à une éducation de qualité.

La lenteur du progrès fait qu'il y a encore beaucoup de détail de l'espace européen d'éducation à peaufiner, spécialement pour savoir comment la Commission va jouer son rôle de coordinateur entre les gouvernements nationaux.

Certains aspects des objectifs de l'espace européen d'éducation sont controversés par les gouvernements nationaux. Les discordances entre l'UE et les gouvernements nationaux sont apparues notamment sur le sujet de l'enseignement de l'histoire nationale et l'inclusion de points de vue d'autres pays européens dans les livres de texte. D'autres désaccords concernent les genres : certains gouvernements veulent promouvoir le modèle de « famille traditionnelle », ou même, dans le cas de la Hongrie, promouvoir que pour protéger les jeunes, il ne faudrait pas enseigner les droits des personnes LGBTQ. Ces désaccords vont plus loin que l'espace européen d'éducation et ses objectifs, et remettent en question les valeurs fondamentales de l'Union européenne.

Certains étudiants et groupes de la société civile soutiennent que l'espace européen d'éducation ne se centre pas sur tous les sujets nécessaires, notablement les sujets de la santé mentale des étudiants, l'éducation civique et la participation des étudiants dans le processus de prise de décision des écoles et l'éducation à la rédaction de lois. Ces domaines devraient être traités en priorité selon ces personnes. L'Union européenne n'a que très peu à dire sur l'inclusion des réfugiés dans les écoles et sur la formation tout au long de la vie.

Exercices

A. Pensez-vous que tous les étudiants en Europe devraient apprendre la même chose à l'école ? Ou cela devrait-il varier entre pays ou région ? Pourquoi ?

B. Imaginez que vous êtes « Rob », un étudiant du secondaire. Vous avez du mal à étudier chez vous, car la maison est petite et votre petit frère et sœur font trop de bruit. De plus, vos parents sont trop occupés à travailler pour vous aider. Vous alliez à la bibliothèque publique pour faire vos devoirs, mais elle n'a plus ouvert depuis la pandémie de COVID-19 et vous pensez qu'elle ne va plus jamais ouvrir. Certains de vos camarades ont la vie plus facile : une maison plus grande, pas de frère et sœur et des parents disponibles pour les aider. Quelle mesure peut être adoptée pour vous assurer une chance équitable d'avoir une bonne éducation ?

C. Imaginez que vous êtes sur le point de finir le cycle secondaire dans votre petite ville de campagne. Vos professeurs vous disent que vous êtes intelligent et que vous devriez aller à l'université dans une grande ville. Mais vous ne vous sentez pas prêt et intimidé par l'idée de déménager si loin. C'est pourquoi vous envisagez de trouver un emploi près de chez vous. Qu'est-ce qui pourrait être fait pour vous donner la même opportunité d'aller à l'université que les personnes qui vivent dans les grandes villes ?

D. Êtes-vous parti en voyage scolaire dans un autre pays, ou êtes-vous parti en échange scolaire dans un autre pays ? Pensez-vous que les échanges en ligne avec des étudiants d'autres pays pourraient être une bonne idée ? Comment pourrait-on combiner les échanges en ligne et hors ligne de la meilleure façon ?

Generation D-Liberation Guide - **Emplois pour les jeunes**

Selon les statistiques de l'UE, près de 3 millions de jeunes de moins de 25 ans qui pourraient travailler sont au chômage dans l'Union européenne, ce qui représente 17 % de ce groupe de population. Ces statistiques ne tiennent compte que des personnes qui ont activement cherché un emploi dans les quatre semaines précédentes, et ne tiennent pas compte de ceux qui pourraient avoir abandonné la recherche - il est donc fort probable que ces statistiques sous-estiment fortement la situation réelle. Le taux de chômage de cette tranche d'âge est bien plus élevé que pour les autres groupes et la dernière grande crise économique de 2009 a montré que les crises économiques frappent plus durement les jeunes que les autres groupes de population et il est plus probable qu'ils perdent leur emploi, ou qu'il ne puisse pas en trouver un.

L'Union européenne n'a pas été rapide pour s'attaquer au chômage chez les jeunes lors de la crise financière au début de l'année 2009 et le chômage juvénile a monté bien au-delà du 50% dans certains pays comme l'Espagne ou la Grèce en 2013 et dans l'UE dans son ensemble, ce pourcentage a frôlé les 25%.

L'UE a agi plus rapidement lors de la pandémie de COVID-19 en renouvelant et étendant la couverture des mesures créées en 2013. Malgré tout, en 2021, il y a encore près de 14 millions de personnes entre 20 et 34 ans qui n'ont pas d'emploi et qui ne suivent pas de formation (les fameux « Ni-ni »).

Garantie européenne pour la jeunesse

En 2013, l'UE a introduit la garantie européenne pour la jeunesse pour s'attaquer au taux élevé de chômage chez les jeunes. Cette garantie pour la jeunesse avait pour but de garantir que tous les jeunes de moins de 25 ans de l'UE devraient recevoir dans les 4 mois suivants leur accès au chômage ou après avoir quitté une éducation encadrée :

- Une offre d'emploi de qualité en accord avec leurs compétences et expérience ;
- La possibilité de continuer leurs études ;
- Une formation ou un stage professionnel.

L'Union européenne a dégagé un budget de 6,4 milliards d'euros entre 2014 et 2016 dans le cadre de « l'initiative pour l'emploi des jeunes » et a encore trouvé 2,4 milliards d'euros supplémentaires entre 2017 et 2020 pour les pays de l'Union qui souhaitent profiter de ce fonds, en soumettant un plan pour assurer les garanties pour la jeunesse dans le pays.

Selon le suivi effectué par la Commission européenne elle-même en 2016, 14 millions de jeunes s'étaient inscrits dans ce plan et 9 millions avaient accepté une offre d'emploi, de formation ou d'étude. En 2020, la Commission soutenait que le nombre de jeunes au chômage avait chuté de 1,7 million, et que 24 millions de jeunes enregistrés dans le plan de garantie pour la jeunesse avaient accepté une offre.

Cependant, la Cour des comptes européenne a mis en évidence en 2017 que, même si un certain progrès avait été fait grâce à la garantie pour la jeunesse, ce programme n'avait pas été suffisant pour fournir une bonne offre à tous les « ni-ni » dans les 4 mois et que le budget de l'initiative pour l'emploi des jeunes n'avait joué presque aucun rôle pour atteindre les objectifs du plan.

La Cour des comptes et d'autres organisations comme le Forum européen de la jeunesse ont recommandé que la garantie pour la jeunesse soit plus ciblée sur les pénuries de main-d'œuvre, et que sa portée soit augmentée sur les jeunes sans emploi, ni éducation ni formation, car ils sont très différents les uns des autres et ne forment pas un groupe homogène.

En réponse à la pandémie de COVID-19, en juillet 2020, la Commission européenne a proposé de renforcer la garantie pour l'emploi des jeunes, ce qui a été adopté par le Conseil européen en novembre 2020. Les plus grands changements ont été apportés pour répondre aux critiques de la version précédente :

- étendre l'âge limite pour profiter des aides jusqu'au 30 ans ;
- offrir une aide plus personnalisée aux jeunes en fonction de leurs besoins personnels ;
- s'assurer que les jeunes acquièrent des compétences numériques et tenir compte de la transition verte et numérique de nos sociétés.

En outre, le nouveau budget européen à partir de 2021 promet de dédier des fonds substantiels à la mise en œuvre de la garantie pour les jeunes, si les états membres lui donnent priorité quand ils font leur demande pour les programmes européens, comme le Fonds social européen plus et le Fonds de relance.

Points de vue

L'économie est une science compliquée et difficile à analyser car de nombreux facteurs affectent des choses comme le nombre d'emplois disponibles et la qualité des salaires offerts pour ces emplois. C'est pour cette raison qu'il est difficile d'évaluer la contribution de la garantie européenne pour la jeunesse à l'emploi juvénile en général. Certains disent que la réduction du taux de chômage chez les jeunes survenu avant la pandémie était due aux changements économiques et que la garantie pour la jeunesse n'a rien à y voir. D'autres disent que, bien que l'amélioration de la situation des jeunes ne puisse pas être attribuée qu'à la garantie pour la jeunesse, les jeunes qui en ont bénéficié ont amélioré leurs compétences, leur éducation et leurs chances d'obtenir un emploi stable. De plus, les adeptes de la garantie pour la jeunesse défendent qu'elle constitue l'un des plans les plus ambitieux pour l'emploi des jeunes dans le monde, et l'un des plus novateurs en ce qu'il combine le soutient des chercheurs d'emploi avec la formation, le conseil et d'autres formes d'aide.

De manière plus générale, la garantie pour la jeunesse a été critiquée comme suit :

- le chômage chez les jeunes est dû à des facteurs structurels dans l'économie européenne, qui dépendent d'emplois mal payés et de main-d'œuvre facilement remplaçable. De plus, la garantie pour la jeunesse a été adoptée pour la première fois dans un contexte d'austérité généralisée en Europe durant lequel les états membres ont fermé les robinets publics. La garantie pour la jeunesse ne fait rien pour pallier ces grandes caractéristiques de l'économie européenne en général ;

- la garantie pour la jeunesse ne prête pas suffisamment attention à la qualité des emplois offerts aux jeunes, en matière de salaire, droits et bienêtre au travail. Elle ne fait rien non plus pour donner aux jeunes les outils pour réclamer des augmentations de salaire ou plus de droits, de protection au niveau de la santé et de la sécurité au travail ;

- la garantie pour la jeunesse a laissé trop d'espace aux états membres pour essayer de décider comment atteindre les objectifs. Peut-être qu'avec la nouvelle mouture du programme, l'UE aura davantage son mot à dire sur la façon dont ces objectifs sont atteints à travers le programme de relance.

Exercices (choisissez-en un pour discuter en groupe)

A) Malgré le nombre élevé de personnes ne trouvant pas de travail, il y a une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs. Selon le sondage des employeurs de l'Union européenne, ces secteurs comprennent les développeurs informatiques, les ingénieurs, les professionnels des soins de santé, mais aussi les charpentiers, les plombiers, les maçons, les chefs et les conducteurs de poids lourds. Tous ces emplois requièrent un trousseau de compétences spécifiques que peu de gens ont. Que peut-on faire pour attirer les jeunes vers ces compétences et ces emplois ?

B) Imaginez que vous êtes une jeune femme qui a quitté l'école il y a quatre ans. Vous avez travaillé un temps dans un salon de coiffure, puis comme réceptionniste chez un mécanicien, mais vous n'avez plus retrouvé d'emploi depuis un an. Votre compagnon est dans une situation similaire : il a eu quelques emplois de-ci de-là, mais il est au chômage pour le moment et ne cesse de chercher. Vous avez décidé que vous aimeriez avoir un enfant ensemble : cela fait des années que vous le planifiez, et même si vous préfèreriez le faire à un moment où vous gagnez tous les deux de l'argent, vous avez décidé que vous ne pouviez pas attendre pour toujours. Qui sait quand le bon moment arrivera ? Vous avez peur qu'avec le bébé, vous (la mère) soyez coincée à la maison et vous ne retrouverez plus jamais d'emploi, alors que votre compagnon finira surement par trouver quelque chose. Qu'est-ce qui pourrait vous faire croire que vous avez aussi le droit de travailler ?

C) Imaginez que vous êtes une jeune personne vivant dans la banlieue d'une grande ville. Vous n'avez pas les ressources ou les résultats académiques pour aller à l'université, mais vous aimeriez gagner assez d'argent pour quitter la maison de vos parents et vous payer des études de cuisine durant la journée. Le seul emploi que vous trouvez est celui de rider pour une app. C'est très fatigant, mal payé et vous n'avez pas pu prendre de vacances depuis un an, mais vous avez assez d'argent pour louer un petit appartement et vous payer les cours de cuisine. Pour une personne dans cette situation, pensez-vous que le gouvernement devrait faire plus (par exemple, payer les cours de cuisine de cette personne ?), ou pensez-vous qu'il s'agit d'une situation juste : vous travaillez dur, mais cela vous permet d'atteindre vos rêves ? Pensez-vous que tous les jeunes qui souhaitent devenir chef sont dans la même situation ?

D) Une idée radicale pour lutter contre le chômage est d'introduire un revenu garanti pour tout le monde (appelé revenu universel de base). Que vous travailliez ou non, vous recevrez assez d'argent pour ne pas vivre sous le seuil de pauvreté. Cela pourrait avoir pour conséquence que certaines personnes pourraient décider de travailler moins et ainsi laisser les opportunités à d'autres personnes. Personne ne serait obligé d'accepter un emploi, ce qui fait que les offres devraient être de meilleure qualité, suffisamment intéressantes et avec un salaire attrayant pour qu'elles soient acceptées. Que pensez-vous de cette idée ?

E) Les employeurs se plaignent souvent qu'il est difficile de trouver des jeunes bien formés avec le trousseau de compétence nécessaire pour leur emploi. Pensez-vous que les formations scolaires ne sont pas adéquates pour le marché de l'emploi ? Ou pensez-vous que c'est la responsabilité de l'employeur de former son personnel ? Comment améliorer cette situation ?

Generation D-Liberation Guide - **Santé mentale en Europe**

La pandémie de COVID-19 a mis la santé publique au centre de l'attention de tout le monde et de toutes les discussions : quand finira-t-elle ? Serons-nous à nouveau confinés ? Quand serai-je vacciné ? Les hôpitaux sont-ils capables d'absorber le grand nombre de personnes malades ? Toutes ces questions, et bien d'autres font l'objet de discussions dans les journaux parlés, sur les réseaux sociaux, et dans notre quotidien, en cours, au travail ou à la maison. Ces questions sont difficiles, car personne ne connait la réponse exacte.

Déjà avant la pandémie, près d'une personne sur 6 dans l'Union européenne avait des problèmes de santé mentale et c'était en outre le problème avec le plus fort taux de croissance pour la santé publique. L'Organisation mondiale de la Santé a défini la santé mentale comme « un état de bienêtre dans lequel la personne peut se réaliser, surmonter les tensions normales de la vie, accomplir un travail productif et fructueux et contribuer à la vie de sa communauté ». Il est important de remarquer que la santé mentale va au-delà de l'absence de désordre ou de handicap. Il s'agit d'un ensemble positif de capacités.

La situation de la santé mentale en Europe s'est fortement dégradée à cause de la pandémie : des études ont montré que le nombre de personnes souffrant de problème de santé mentale a connu une croissance exponentielle, surtout chez les jeunes et particulièrement chez les femmes.

(Voir l'aparté « Études pour approfondir le sujet » pour trouver des exemples de sondages). Les personnes qui suivaient déjà un traitement pour une maladie mentale ont eu des difficultés dans l'accès à ce traitement et ont souffert de la perte du contact face à face.
Les problèmes de santé mentale ont touché particulièrement les personnes déjà plus défavorisées : les personnes avec des ressources financières limitées, dans des logements de mauvaise qualité ou vivant dans des lieux isolés.
Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale ont reçu le nom de pandémie « silencieuse ».
Beaucoup de spécialistes craignent que les conséquences de la pandémie sur la santé mentale durent bien plus longtemps que la pandémie elle-même.
En outre, on ignore encore quelles sont réellement les conséquences de la pandémie sur les enfants et leur santé mentale.

Études pour approfondir le sujet

OBESSU a conduit une étude auprès des étudiants du secondaire à travers l'Europe pour comprendre comment la pandémie les affectait. Le rapport comprend des exemples, une section spécifique sur le bien être ainsi que des recommandations:

'Through School Students' eyes: impacts and challenges of Covid-19 on education systems in Europe'

World happiness report

L'Organisation internationale du Travail, dans son rapport sur « Les jeunes et le COVID-19 : Impacts sur les emplois, l'éducation, les droits et le bien-être mental », soutient que les conséquences de la pandémie sur les 18 - 29 ans ont été systématiques, profondes et disproportionnées.

Rapport de l'Eurofound sur Living Working and Covid 19: Mental Health and Trust Decline Across EU as pandemic enters another year.

La santé mentale comme droit fondamental de la personne

L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies dit que : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »

Et l'article 35 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dit que : « Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union. »

Dans la pratique, selon le rapporteur spécial pour la santé mentale des Nations Unies, la santé mentale ne jouit nulle part au monde des mêmes niveaux de priorité et de ressources que la santé physique. Les politiques en matière de soins de santé sont la responsabilité des États membres individuellement, mais les pressions de la pandémie et le besoin de coopération entre les pays pour trouver des solutions aux problèmes transfrontaliers ont fait surgir des discussions sur une Union européenne sanitaire.

Le Parlement européen et la Commission européenne

En 2020, le Parlement européen a adopté une résolution affirmant que la santé physique et la santé mentale sont deux droits fondamentaux et a appelé à un plan d'action européen pour 2021-2027 pour la santé mentale.

Les membres du Parlement européen demandent que soit célébrée une année européenne de la santé mentale.

L'UE pour la santé (EU4Health)

Lors de la pandémie, la Commission européenne a annoncé l'instrument de relance nouvelle génération de l'UE : un budget pour aider l'Europe à se remettre de la pandémie. Un des outils proposés par la Commission est le programme L'UE pour la santé (EU4Health), pour accroitre la capacité de l'UE à gérer les menaces sanitaires transfrontalières et améliorer les systèmes de soins de santé dans chaque pays. La Commission a proposé un budget de 10,4 milliards d'euros, mais le Conseil européen (qui représente les états membres de l'UE) a proposé d'y dédier 1,7 milliard. Le Parlement et le Conseil européen sont alors entrés en négociations et ont finalement décidé d'un budget de 5,1 milliards.

Le règlement instituant le programme EU4Health a été publié en mars 2021 et il contient des objectifs spécifiques pour promouvoir des actions qui amélioreront la santé mentale. Le programme a de nombreux autres objectifs, dont celui de soutenir la prévention des maladies, d'améliorer les droits des patients, la sécurité des patients, les soins de santé transfrontaliers, d'améliorer la gestion de crise, de promouvoir la transformation digitale des soins de santé et d'aider les États membres à améliorer leur système de santé.

Points de vue

Alors que peu d'homme politique et de spécialiste nient que la santé mentale est un problème grave, ils existent des divergences d'opinions quant au degré d'implication que devrait avoir l'Union européenne. Les coupes budgétaires du programme L'UE pour la santé (EU4Health) reflètent bien l'opinion de certains États membres selon laquelle l'UE devrait concentrer ses ressources sur des sujets plus spécifiques comme le financement de projets de recherche ou résoudre les problèmes d'approvisionnement transfrontalier et assurer que les médicaments ou les masques peuvent circuler dans l'UE. Ils pensent que l'UE devrait se concentrer sur ces problèmes et laisser la santé mentale dans les mains des États membres.

D'autres pensent que l'Union européenne devrait donner la priorité à la santé mentale, car elle n'est pas toujours vue comme prioritaire par les États membres. L'UE pourrait aider à assurer un accès égalitaire aux services de santé mentale dans toute l'union. La santé mentale a aussi des liens avec le Pacte vert pour l'Europe (assurer un environnement stable et la présence d'espaces verts, par exemple) et avec la stratégie numérique (aussi bien pour la dotation de services de santé numérique qu'en considérant les conséquences sur la santé mentale de l'utilisation augmentée d'Internet) et il est dès lors défendable de dire que l'UE est très cohérente lorsqu'elle se préoccupe de la santé mentale.

Exercices

a) Votre école a-t-elle proposé des aides aux étudiants ayant eu des difficultés de santé mentale lors de la pandémie ? Connaissez-vous de bons exemples qui pourraient être partagés à travers l'Europe pour que toutes les écoles puissent les appliquer ?

b) Imaginez que vous êtes un étudiant du secondaire et que l'un de vos parents souffre des problèmes de santé mentale : après avoir perdu son emploi durant la pandémie, votre père est toujours déprimé. Vous aussi, vous vous sentez triste et même si vous aimeriez aider votre père, vous n'aimez pas passer du temps à la maison. Vous passez donc beaucoup de temps chez des amis ou à la bibliothèque. Quel type de service pourrait vous aider, vous et votre père ?

c) Pensez-vous que les technologies numériques comme les appels vidéo, les réseaux sociaux et le gaming ont des désavantages pour la santé mentale ? Est-ce que cela vous inquiète et essayez-vous de limiter votre utilisation de ces technologies ? Ou pensez-vous, au contraire, que ces technologies sont bonnes pour votre santé mentale ? Pensez-vous que les écoles devraient enseigner davantage au sujet de la santé mentale et des comportements en ligne ?

Generation D-Liberation Guide - Droits des minorités et droits des migrants

Ces dix dernières années dans l'Union européenne, les droits de certains groupes de personnes ont été contestés.

Les droits des migrants et réfugiés, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et queers (LGBT+), les femmes, les minorités nationales, les personnes appartenant à l'ethnie rom, les gens de couleurs et les personnes souffrant de handicap ont tous été d'une manière ou d'une autre au centre de débats pour savoir quel droit est garanti pour toute personne dans, ou qui arrive dans, l'Union européenne.

Comme le montre cette liste, les « droits des minorités » concernent différents groupes au sein de la population et de nombreuses personnes peuvent appartenir à plusieurs groupes en même temps et donc être à risque de souffrir de plus d'un désavantage (par exemple, une femme à mobilité réduite appartenant à l'ethnie rom).

Les valeurs fondatrices de l'Union européenne, définies dans l'article 2 du traité sur l'Union européenne :

« dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'état de droit, ainsi que de respect des Droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Presque tous les pays européens ont eu des groupes de minorités ethniques importants durant une très longue période. La Slovaquie et la Roumanie ont une forte population hongroise, par exemple, et la Lettonie et la Lituanie ont des minorités russes. Nombre de ces groupes minoritaires trouvent leur origine dans la réorganisation de l'Europe après la Première et la Seconde Guerre mondiale durant le 20e siècle, mais d'autres sont plus anciennes, comme les Roms, qui ont toujours été présents à travers l'histoire européenne. D'autres groupes sont liés au temps des colonies européennes, comme les Algériens en France ou les Congolais en Belgique qui furent déplacés en Europe pour travailler comme les Turcs en Allemagne. D'autres groupes sont devenus plus importants avec l'arrivée des réfugiés, tels que les Albanais qui partaient en Italie pour fuir la guerre en Yougoslavie dans les années 1990, ou les Syriens, Afghans et Iraquiens qui fuient les guerres plus récentes des années 2010. Ces groupes reçoivent régulièrement des traitements racistes, discriminatoires et font l'objet de crimes haineux. Les indicateurs montrent, en outre, que ces faits sont de plus en plus nombreux ces dernières années.

Concernant le droit des migrants et des réfugiés, tous les pays européens ont signé la convention de 1951 des Nations Unies qui définit le droit d'asile et demande aux pays de ne pas repousser les migrants aux frontières. Cependant, depuis au moins 2015, beaucoup de pays européens ont été accusés de repousser les migrants afin de les empêcher de demander l'asile, d'arrêter des migrants demandeurs d'asile dans des conditions inacceptables et dangereuses ou encore de ne pas gérer les demandes d'asile comme il se doit.

Certains pays ont vu leur droit en faveur des femmes évoluer positivement ces dernières années, comme en Irlande où le droit à l'avortement a été voté après un référendum. En Pologne, au contraire, le droit à l'avortement a été retiré dans tous les cas, sauf dans les affaires criminelles ou quand le pronostique vitale de la mère est en jeu, ce qui a donné lieu à une vague de protestation des femmes en Pologne et ailleurs en Europe. La pandémie de COVID-19 a vu la violence liée au genre augmenter de manière significative dans de nombreux pays européens.

Même s'il est à noter que l'acceptation des personnes LGBT+ s'est améliorée dans beaucoup de régions de l'Europe, et dans certains cas elles ont acquis de nouveaux droits tels que celui au mariage, il faut noter que dans d'autres régions leurs droits et leur place dans la société sont attaqués : certaines régions de Pologne se sont déclarées « libres de personnes LGBT » par les autorités locales et le gouvernement hongrois a essayé de rayer toute référence aux personnes LGBT+ dans les cursus scolaires. Ces pays et d'autres soutiennent souvent que les droits LGBT+ sont des impositions venues de l'étranger qui n'ont rien à voir avec leur culture ou leur religion.

Que peut faire l'Union européenne ?

Le principe d'égalité a toujours été une valeur fondamentale de l'Union européenne depuis sa création. Cela dit, elle a développé différents aspects de celui-ci à différents moments de son histoire. Lors de sa fondation en 1957, L'Union européenne demandait des salaires égaux entre les hommes et les femmes. En 1976, elle avait développé ses premières directives relatives à l'égalité qui avaient pour but d'empêcher la discrimination entre les hommes et les femmes en matière d'accès à l'emploi, promotion, formation et conditions de travail.
Ce n'était qu'en 1997 que l'Union européenne a reçu les compétences pour lutter contre la discrimination au sens large, dans des matières telles que les sexes, des races, de l'origine raciale ou ethnique, région, handicap, âge ou sexualité. Cependant, malgré ces nouveaux pouvoirs, il y a toujours des lacunes dans la protection contre la discrimination de l'UE : certaines formes de discriminations (telles que celles basées sur la religion ou l'orientation sexuelle) ne sont reconnues qu'en matière d'emploi ou d'accès à l'emploi, mais pas en matière d'éducation, d'accès aux biens et services ou à la protection sociale.

La Commission européenne a proposé une directive pour combler ces lacunes en 2008, mais elle a été bloquée par certains états membres depuis lors. L'actuelle présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, a dit qu'elle allait introduire de nouvelles lois contre la discrimination. Si la Commission européenne pense qu'un pays ne respecte pas les lois contre la discrimination, elle peut entamer des procédures d'infraction contre ce pays, ce qui peut donner lieu à de sévères sanctions. La Commission européenne lance fréquemment, ou menace de lancer ces procédures contre tous les pays de l'Union européenne, aussi bien les membres fondateurs que les nouveaux membres.

L'UE interdit la discrimination sur base de la nationalité pour les personnes porteuses d'une citoyenneté de l'UE (c'est-à-dire les personnes appartenant à l'un des états membres), mais elle n'interdit pas la discrimination sur base de la nationalité pour les personnes provenant du reste du monde. Cela signifie que les pays peuvent restreindre l'accès à certaines professions aux nationaux de l'UE seulement ou imposer des frais plus élevés pour l'éducation à toute personne n'ayant pas de passeport européen. Il est aussi souvent bien plus difficile pour ces personnes de bouger d'un pays européen à un autre sans passeport européen.

Les politiques d'immigration sont encore largement contrôlées par les états membres, bien que l'Union européenne essaie depuis plusieurs décennies de développer une politique commune sur l'asile.

Face aux difficultés croissantes pour avancer sur ce sujet et, étant donné le refus de certains états membres d'accepter la relocalisation des demandeurs d'asile sur leur territoire, les initiatives récentes de la Commission européenne se sont centrées sur assurer un retour rapide et efficace des personnes qui ne parviennent pas à obtenir le statut de demandeur d'asile.

Les pays de l'Union européenne ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un plan d'accueil pour les migrants et les réfugiés depuis 2015, les menaces de plus en plus pesantes sur les droits de certains groupes minoritaires dans plusieurs pays de l'UE et l'impression que certains gouvernements dans l'UE cherchent à ébranler les protections et les égalités dont jouissent certains de ces groupes ont poussé la Commission européenne, certains états membres et le Parlement européen à chercher à renforcer les valeurs fondamentales européennes.

L'Union européenne a débloqué plus de fonds pour les organisations civiles dont le but est de promouvoir l'égalité, la non-discrimination et d'encourager les engagements citoyens à travers le « Programme des valeurs et des droits » de l'UE. Dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, il y a un groupe de travail spécifique sur les droits et valeurs fondamentaux, même si la Conférence a été critiquée par de nombreuses organisations de la société civile qui travaillent avec des groupes minoritaires qui défendent qu'elle n'est pas assez inclusive et qu'elle n'assure donc pas l'égalité des voix pour toutes les minorités.

Le Conseil de l'Europe, organisation tiers à l'Union européenne, est un acteur important pour l'application des droits de l'homme et pour lutter contre la discrimination.

Le Conseil de l'Europe a développé la Charte européenne des droits de l'homme, applicable devant la Cour européenne des droits de l'homme, et que tous les pays de l'Union européenne ont signée. L'Union européenne elle-même s'est engagée dans le traité de Lisbonne à signe cette charte, ce qui signifie que toutes les institutions de l'UE devront également la respecter, mais elle ne la pas encore fait.

Le Conseil de l'Europe a développé une Convention-cadre pour la protection des minorités nationales dans laquelle le principe d'autodétermination est central : une personne devrait être considérée comme appartenant à une minorité avec laquelle elle s'identifie. Certains pays n'ont pas du tout adopté cette convention, dont la Belgique, la France et la Grèce.

Et le Conseil de l'Europe a développé la « Convention d'Istanbul » pour prévenir et combattre la violence faite aux femmes et la violence domestique. Presque tous les pays européens ont signé cette convention, mais la Pologne a entamé la procédure de retrait et la Hongrie n'a pas signé. La Turquie a également retiré sa signature récemment.

Points de vue

Pour beaucoup de personnes, le respect des droits de l'homme et des droits des minorités est une des raisons pour lesquelles l'Union européenne a été créée après la Seconde Guerre mondiale. Ils voient l'Union européenne comme une institution travaillant main dans la main avec d'autres telles que les Nations Unies ou le Conseil de l'Europe, pour essayer d'obtenir plus de droits pour une plus grande partie de la population.

D'autres pensent que l'Union européenne fait preuve d'hypocrisie : elle parle beaucoup de droits de l'homme, mais si l'on regarde le traitement que reçoivent les migrants arrivant aux frontières de l'UE ou les discriminations contre les gens de couleurs, on s'aperçoit qu'elle ne prêche pas par l'exemple.

Les arguments explicitement contre le respect des droits des minorités et des migrants sont souvent comme suit :

- les pays européens devraient s'occuper d'abord « de leur population », avant de s'occuper des autres ;
- c'est bien beau pour les riches des pays riches, qui ne doivent pas vivre avec les problèmes que la diversité ethnique et les afflux d'immigrants provoquent. Nous en avons assez ! ;
- nous avons le droit de protéger nos traditions, notre conception de la famille, notre langue et nos habitudes des nouvelles idées et formes de vie.

Les arguments en faveur des droits des minorités et migrants incluent :

- Toutes les personnes ont les mêmes droits : il est inacceptable que certains soient discriminés à cause de certains aspects de leur identité qu'ils ne contrôlent pas. L'UE devrait offrir des protections légales fortes pour tous.
- L'Europe est l'une des régions du monde les plus riches et il devrait y avoir assez de ressources pour tous. S'il semble ne pas y avoir assez de ressources pour accueillir les nouveaux arrivants, peut-être le problème n'est-il pas chez eux, mais dans la façon dont les ressources sont distribuées. L'UE devrait travailler pour assurer une répartition équitable des ressources entre les pauvres et les riches.
- L'Europe a toujours été très diverse et les personnes se sont toujours déplacées entre les pays : c'est ce qui fait la richesse du continent et nous devrions être fiers de la diversité.

Exercices

a) Dans les pays ayant connu un fort flux migratoire ces dernières années, comme la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, il est estimé que près de 70% des enfants en âge scolaire ont été intégrés dans les écoles. Il est difficile d'atteindre un pourcentage de 100%. Les raisons sont, entre autres : la barrière du langage, le manque de moyens de transport entre les institutions d'accueil et les écoles et l'opposition des parents des autres enfants scolarisés dans l'établissement. Que pourrait faire l'Union européenne pour s'assurer que tous les enfants réfugiés puissent aller à l'école ?

b) Imaginez une jeune adolescente en pleine croissance qui a récemment découvert qu'elle est lesbienne. Elle ne l'a pas encore dit à ses parents et seuls deux de ses amis le savent. Mais elle a peur de le dire à plus de personnes car beaucoup dans son entourage semblent penser qu'il y a quelque chose qui cloche chez les lesbiennes, et ils font des blagues sur le sujet. Elle pense garder son secret et partir vivre dans une autre ville européenne quand elle sera assez grande, mais elle se sent triste et seule. Que pourrait faire le gouvernement ou l'Union européenne pour s'assurer que cette jeune personne se sente plus supportée dans sa communauté ?

c) Avez-vous été témoins de crime haineux ? Cela pourrait-être des des actions violentes ou propos violents contre une personne ou un groupe à cause de la couleur de leur peau, de leur langue, leur façon de s'habiller, leurs habitudes ou n'importe quel autre aspect de leur identité. Quels sentiments cela a-t-il éveillés en vous ? Selon vous, que peuvent faire le gouvernement et l'Union européenne pour empêcher que de telles choses se produisent ?